Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Les-incoherences-du-programme-energetique-du

6 octobre 2016

Les incohérences du programme énergétique du Front national

Frédérique Berrod Antoine Ullestad Doctorant du Centre d'études internationales et européennes

Il se pourrait bien que la question énergétique soit l'invitée surprise des débats émaillant les campagnes à l'élection présidentielle. Et alors que Marine Le Pen est annoncée par les sondages comme un candidat sérieux, voire probable, du second tour de l'élection de 2017, son programme énergétique reste truffé d'incohérences. Marine le Pen se trompe, s'égare, et menace d'emporter avec elle, dans le sillage de ses erreurs, le bien-être du reste des Français.

1er incohérence : le rejet de principe de l'Union de l'énergie

La position du FN sur la politique énergétique de l'UE ne surprendra personne, puisqu'elle se résume à une politique "patriote". Cependant le rejet de principe de l'ensemble des décisions prises au niveau européen se justifie difficilement.

L'action énergétique de l'UE se fixe en effet comme objectifs principaux la sécurité d'approvisionnement, l'efficacité énergétique, le développement des énergies renouvelables, ainsi que la réalisation d'un marché européen de l'énergie. L'évolution du secteur rend difficile la contestation de ces objectifs. Même le FN ne semble pas s'y risquer, mais ne résiste pas à la tentation d'en expurger la coloration européenne, dans un programme élaboré par un collectif "Nouvelle écologie".

La nécessaire amélioration de l'isolation des bâtiments se trouve ainsi curieusement associée à l'abandon de la directive sur les travailleurs détachés, afin de protéger les emplois locaux. Le développement d'une filière française des énergies renouvelables serait entravé par les traités européens, qui prohibent toute forme de patriotisme économique. Et la sûreté du secteur nucléaire devrait passer par la nationalisation d'EDF.

Ces propositions incongrues traduisent surtout une méconnaissance profonde du secteur énergétique. La maturation de la filière renouvelable est en réalité promue par l'UE, et son contrôle du soutien public à ces sources d'énergie ne vise qu'à les intégrer progressivement au marché, afin d'en accroitre la rentabilité et de ne pas faire peser le prix de leur développement sur les entreprises et les consommateurs. Les standards de sécurité des centrales nucléaires sont poussés vers le haut par l'UE. Et l'on voit mal enfin comment une centrale nucléaire nationalisée serait plus sûre ; sauf à croire qu'on peut circonscrire les risques du nucléaire à la frontière nationale. Ce qui confine à la négation des catastrophes passées.

2e incohérence : la sortie du marché européen de l'énergie

La construction d'un marché européen du gaz et de l'électricité constitue l'une des principales avancées de ces dernières décennies. Elle concentre pourtant les attaques du FN. En l'accusant de défaire le service public français, de détricoter le tissu industriel et de hausser artificiellement les prix du gaz et de l'électricité, le FN critique les principes de marché et de libre concurrence portés par l'UE.

Toutefois, le FN oublie que le secteur énergétique français a particulièrement bénéficié de l'élargissement de ses horizons commerciaux par la libre circulation de l'électricité et du gaz. Les anciens monopoles publics du gaz et de l'électricité ont étendu leurs parts de marché au niveau européen et mondial, profitant pleinement du tremplin que constitue ce marché élargi. La stratégie de ces entreprises françaises repose désormais largement sur l'ouverture à d'autres marchés, sur lesquels elles s'implantent.

Cette conquête de nouveaux marchés lui permet aussi de développer ses filières renouvelable et nucléaire dans le monde, en Amérique du Nord et en Chine notamment. Supprimer à EDF ou Engie les bénéfices qu'ils retirent de ce marché européen, comme le préconise le FN, reviendrait à couper l'herbe sous les pieds de nos champions nationaux. La libre circulation permet à EDF de construire les centrales de nouvelle génération, à Hinkley Point ou Olkiluoto. Les rebondissements de l'été dans le dossier Hinckey Point montrent que ces projets représentent, certes, un risque de difficultés financières pour l'électricien français. Mais ces chantiers sont vitaux pour que EDF conserve une place de choix dans la compétition nucléaire par l'innovation technologique.

3e incohérence : une transition énergétique synonyme de black-out

S'insurgeant contre la récente loi relative à la transition énergétique et pour la croissance verte, adoptée en aout 2016, le FN propose sa propre transition énergétique qu'il place sous le signe de l'"écologie patriote". Sans grande originalité, le parti de Marine Le Pen prône l'abandon progressif de l'énergie nucléaire. Si l'on peut se féliciter de constater que le FN est conscient des risques que comporte l'utilisation de cette ressource, les autres options envisagées par Marine le Pen ne sont en revanche pas rassurantes.

Le FN annonce en effet vouloir investir dans la recherche sur les dispositifs de sûreté du nucléaire. Or, de tels investissements se concilient difficilement avec la nationalisation des entreprises du secteur nucléaire et avec la limitation du recours à des sociétés privées, dans

la mesure où ils pèsent alors exclusivement sur les finances publiques. Ils sont par ailleurs déjà réalisés puisque l'UE a adopté en la matière les normes les plus élevées du monde, renforcées suite à l'accident de Fukushima.

Les énergies renouvelables, que Marine le Pen qualifiait en 2012 de "bricolage", peuvent être un complément, voire une alternative au nucléaire. Leur rentabilité encore jugée insuffisante nécessite d'accroître, là encore, la recherche pour permettre leur maturation. Or, le programme du FN rejette en parallèle l'idée de rapprocher les coûts de l'électricité renouvelable avec les prix de marché, et prône le rétablissement de tarifs réglementés de façon généralisée. Le rétablissement d'un Etat interventionniste conduit en réalité à une impasse financière et achève de décrédibiliser le programme de la candidate d'extrême-droite.

Le choix d'une politique énergétique "patriote" est définitivement une stratégie contre-productive que les Français finiront par payer. Elle reflète surtout une mauvaise connaissance d'un secteur stratégique pour la sécurité nationale, thème que Marine le Pen place pourtant au cœur de sa campagne. Le recours à des moyens et des sources d'énergies nationales ne permettent pas d'améliorer la sécurité énergétique. Bien au contraire. La France n'a pas les moyens financiers et les ressources énergétiques pour pouvoir prétendre à cette indépendance totale. Nationaliser le secteur de l'énergie conduirait en fait la France au black-out.

Frédérique Berrod, Louis Navé et Antoine Ullestad